



Le seul responsable

Notre mouvement, ancien euro-député et ministre de l'Industrie du Gouvernement médiateur reconnu par tous ses partenaires. fait cruellement défaut en Espagne.

sion : les questions politiques doivent être résolues uniquement au travers des représentants légitimes de la volonté populaire”.

Il convient de le rappeler parce qu'il s'agit d'une résolution dont les concepts de base ont une valeur qui va bien au-delà du contexte ponctuel d'un processus de paix déterminé. Il convient de rappeler que le Pacte d'Ajuria Enea, 17 ans auparavant, contenait dans son 10ème point pratiquement la même affirmation. Le débat n'est pas tant sur le contenu de cette résolution et son entrée en vigueur, ni sur la sémantique

exclusivement politiques et démocratiques,...) Tous les partis politiques ont couvert la Déclaration d'Anoeta. Parce que Batasuna a défendu la Déclaration d'Anoeta, au nom de toute la gauche abertzale. En le faisant, elle défendait la voie politique en Euskadi. Batasuna, par son silence a brisé l'espérance d'Anoeta. Batasuna a démontré son manque d'autonomie politique. Sa fierté apparente à certains moments se convertit en docilité et soumission face aux intolérants qui ont assassiné deux immigrants équatoriens qui dormaient dans la voiture d'un parking.



80 000 manifestants à Bilbao, le 13 janvier dernier.

de la rupture ou de la suspension du processus. Il faut malheureusement constater que les conditions de base à la fin dialoguée ne sont pas présentes, parce qu'il est évident qu'il n'y a pas de volonté claire d'abandonner la violence, au contraire.

De plus, nous devons tous faire l'effort d'éviter ce débat, parce que comme nous le disions dans notre document sur la paix et la normalisation politique d'octobre 2005 “les temps nouveaux exigent de partager les critères et les évaluations sur la validité de l'abandon de la violence. Nous considérons comme nécessaire une définition pactée entre les partis politiques à propos de l'abandon de la violence et une vérification partagée de son authenticité”. Actuellement, personne ne peut défendre honnêtement que les conditions soient requises.

Une soumission de Batasuna à ETA

De plus, face à la gravité extrême de l'attentat perpétré par ETA à l'aéroport de Madrid, les citoyens n'ont pu constater le moindre mouvement de Batasuna face à un tel attentat, un geste cohérent avec la Déclaration d'Anoeta (sortir le conflit de la rue, pari sur les voies

La société exige de Batasuna une réponse qui aille bien au-delà de la rhétorique sans contenu. Nous aurons trouvé les conditions d'un dialogue uniquement lorsque Batasuna sera capable de mener, de façon civique, un projet politique. Nous aurons trouvé alors les conditions à un dialogue qui permette de chercher des espaces de négociation, des accords pour le vivre-ensemble et la normalisation. J'espère que cela arrivera le plus tôt possible. Pour le bien de tous les Basques. Batasuna joue dans cet engagement ou dans son absence, la survie de son projet politique.

Malgré tout, EAJ-PNB continuera à défendre, comme il l'a toujours fait, les droits de l'Homme en y dénonçant leur violation. Nous continuerons aussi à revendiquer le fait qu'il revient à Batasuna de désarmer ETA. C'est sa principale valeur ajoutée, celle qui lui est reconnue au-delà de sa représentation électorale, comme il revient au PSE ou au PSN de représenter actuellement le parti au pouvoir ou comme il revient à EAJ-PNB l'articulation de majorités politiques en Euskadi par sa centralité.

Et maintenant ?

EAJ-PNB a pour priorité et pour horizon la paix pour notre peuple. La construction d'une Euskadi solidaire et intégrée est seulement possible dans la paix et la liberté. Face à la gravité de la situation, il me semble nécessaire d'apporter les précisions suivantes :

1- consolider, restaurer et renforcer les facteurs favorables à la paix, en particulier, l'engagement de la société basque pour la paix et son rejet vital de la violence. En ce sens, je souhaite réitérer notre décision : continuer le travail pour développer des résolutions relatives à la paix et au vivre ensemble approuvés au Parlement basque par la Commission des Droits de l'Homme en 2004, impulser les Foros Municipaux de participation citoyenne annoncés par le lehendakari et nous engager activement dans les programmes et les actions pour la paix et le vivre ensemble.

2- nous engager en faveur de l'autogouvernement basque, avec ce que cela suppose de consolidation et de renforcement institutionnel de l'identité nationale basque et de délégitimation éthique et politique de l'exercice de la violence.

3- pratiquer la défense de la parole, du débat civilisé, sans violence et en liberté, en tout temps et tout lieu, comme instrument irremplaçable de l'action politique. Revendiquer la parole et la politique face à la violence. La pacification sera complète lorsque le schéma intellectuel d'imposition qui nourrit la justification des armes cessera également. Nous n'accepterons jamais et ETA doit le savoir, un débat et un accord sur l'avenir d'Euskadi sous sa tutelle. Nous travaillerons pour la défense des idées et des projets politiques, sans admettre qu'aucun projet politique ne puisse être présenté comme condition pour la paix.

EAJ-PNB continuera à travailler honnêtement et avec sincérité pour que le problème de la violence demeure finalement en dehors du jeu partisan. ETA a dynamité le parking de T-4 de Barajas. Mais nous ne permettrons pas qu'il dynamite la confiance et le dialogue qui dans cet esprit cherche à en finir avec la violence et construire un avenir en paix et en liberté.

Nous lançons en ce sens un appel à toutes les opinions politiques pour que, sans renoncer à la défense de leur propre idéal, la lutte contre le terrorisme ne soit en aucun moment un motif de division et soit utilisé encore moins comme arme électorale.



Enfants de Tchernobyl au Pays Basque

L'accueil des enfants de Tchernobyl dans la Communauté Basque durant les 2 mois de l'été fut à l'époque une très belle initiative, elle est devenue par la suite une réussite. Elle se répète chaque année et c'est tout à l'honneur de celles et de ceux qui y participent. Ce séjour permet aux organismes fragilisés de tous ces jeunes de mieux résister durant l'hiver aux épidémies classiques survenant à cette époque. Il a fallu aux familles d'accueil s'adapter aux caractères de ces enfants le plus souvent avec beaucoup de rigueur, et tenir compte d'une différence de culture, celle de l'Ukraine. Ils seront 145 nouveaux enfants à se joindre en 2007 aux 267 qui ont déjà séjourné dans la CAV. Les familles se mobilisent dès à présent, il en manque environ 62 à ce jour pour répondre à toutes les prévisions.

Mondragón, toujours en pointe

La coopérative BATZ, membre du groupe Mondragón et spécialisée dans les équipements et matériel destinés à l'automobile, vient de signer un important contrat avec la multinationale Général-Motors. D'une durée de 5 années, il représente au total 190 millions d'euros. Cette commande conduira la coopérative basque à conduire des ateliers de production à l'étranger, l'une en République Tchèque, l'autre au Mexique et la dernière en Chine. La fourniture concerne des modules nouveaux de pédales, lesquels se démontent de façon automatique en cas d'accident et des modèles récents de leviers de frein. Toutes ces commandes constituent pour la société un très beau cadeau de Noël.

Le logement au Pays Basque Sud

Le Parlement autonome Catalan envisagerait d'obliger les propriétaires d'appartement à les mettre en location s'ils restent vides plus de deux ans. Ce projet intéresse également le gouvernement basque pour qui le problème du logement reste une priorité. Selon le conseiller au gouvernement Javier Madrazo, le problème est quelque peu différent ici. Le propriétaire d'un logement inoccupé a une double possibilité, ou bien celle de louer sur le marché classique ou bien louer selon le nouveau formulaire administratif. Le Ministère lui garantit alors le versement régulier du loyer. Il lui assure en outre la restitution du logement en fin de bail (minimum 5 ans) et tel qu'il était. Le propriétaire peut prétendre à des aides financières pour des travaux effectués dans la cuisine ou à la salle de bains. Malgré ces avantages, il semblerait qu'à ce jour la formule ne connaisse pas le succès souhaité. Il faut dire que seulement 4,6% des familles d'Euskadi ont le statut de locataires.

De graves incidents à Arrasate /Mondragón et Altsasua

Des actes terroristes graves de « Kale Borroka » (guérilla) se sont déroulés durant les fêtes de fin d'année dans ce grand centre industriel visant entre autres les bureaux de la banque « Caixa ». Un incendie s'en est suivi avec production d'épaisse fumée envahissant les divers étages à partir des conduits de ventilation. De nombreuses personnes ont dû être évacuées, certaines reléguées, d'autres intoxiquées. Les dégâts sont importants. Le Maire PNB Iñacio Lakunza est venu sur les lieux pour déclarer : « ces actions supposent de la part des

auteurs le mépris total de la volonté et du souhait des citoyens de construire une société basée sur la démocratie et les droits de l'homme ».

Il en a été de même sur l'autoroute rejoignant la France au village d'Altsasua (Navarre). La demeure visée était celle de Madame le Maire, membre du parti abertzale de gauche ARALAR. De nombreux cocktails Molotov ont atteint la façade. Une manifestation populaire s'en est suivie en signe de protestation contre ces actions à l'encontre d'une élue. Une déclaration à l'encontre des acteurs de Kale Borroka a été votée par les membres élus à la Mairie d'Altsasua y compris ceux de Batasuna qui pour la première fois ont condamné la violence. Ceci est à noter !

Les élus Atutxa, Knörr et Bilbao absous

Un évènement chasse l'autre. Ceux survenus ces derniers jours sont venus en occulter d'autres qui ont aussi leur importance, compte tenu des polémiques qu'ils avaient suscitées. Il appartient au journaliste de faire le tri et de réveiller parfois la mémoire. Ainsi avons-nous appris en cette veille de l'Epiphanie que le Tribunal Supérieur de Justice du Pays Basque (TSJPB) venait de disculper du délit de désobéissance Juan Maria Atutxa, Gorka Knörr et Kontxi Bilbao, trois membres éminents du Parlement Basque qui refusèrent en juin 2003 d'exclure de cette assemblée les députés radicaux abertzale de Batasuna. Kontxi Bilbao s'est contenté de déclarer « Notre seul souci fut alors de défendre l'autonomie du Parlement Basque et de respecter son propre règlement ». No comment !

Navarre

A Madrid tête-à-tête Rubalcaba -Uxue Barkos

Le rencontre a eu lieu suite au terrible attentat survenu à l'aéroport de la capitale. Elle a réuni le ministre de l'intérieur espagnol Perez-Rubalcaba et la représentante au Congrès des députés de la coalition navarraise « Nafarroa Bai » Uxue Barkos (parti Aralar). Après l'entretien celle-ci s'est déclarée très satisfaite d'avoir entendu de la bouche même du ministre que le pacte anti-terroriste PP-PSOE (Aznar-Zapatero) de 2003 ne sera pas reconduit. Cela étant et après ce qui s'est passé, elle souhaite que le Congrès des députés soit en mesure de donner une réponse claire aux attentes de la société, en particulier à celles de la société basque, une réponse forte face à la violence. Elle a rappelé la résolution du Parlement du mois de Mai 2005 en faveur d'une fin dialoguée dans un environnement « libéré de toute violence » et conclut que « ETA porte toute la responsabilité de l'attentat de Barajas » et que « nous n'accepterons jamais l'utilisation de la présence de ETA comme prétexte à des restrictions en matière de démocratie ».

L'appel de la FAIN à Pampelune

Il s'agit là du sigle de la « Fédération des Associations des Immigrants » de Navarre. Elle aurait été la première à lancer un appel aux

Navarrais à se retrouver à Irunea le 13 janvier afin d'honorer la mémoire de deux Equatoriens victimes de la violence de l'organisation ETA. Tous les partis politiques représentés au Parlement de Navarre ont répondu positivement à cette demande et avec eux de très nombreux anonymes politiques, syndicalistes ou non. S'il est une terre d'immigrés en effet c'est bien la Navarre, de par ses soldats aux temps de la découverte et de la conquête, de par ses missionnaires autant franciscains que jésuites et autres, et de par tous ses enfants contraints à l'exil aussi bien pour des raisons économiques que démographiques. Rien d'étonnant donc (c'est le cas de le dire) que l'explosion perpétrée à l'aéroport de Madrid par l'organisation armée ETA ait été ressentie avec autant de force dans cette province. D'où la réaction spontanée de toute une population et son adhésion à « l'unité pour la paix et au refus de la violence ».

Elections du mois de mai : Assemblée Générale de Nafarroa Bai.

Les élections navarraises approchent et avec elles grandit l'espoir d'un changement de politique dans la Communauté Autonome forale. Le monde politique ici se mobilise. D'une part la droite au pouvoir : l'UPN (Union du Peuple

Navarrais) et son allié CDN (Convergence démocratique) ; de l'autre le Parti socialiste renoué et soutenu par le parti de Zapatero aux commandes à Madrid et, entre les deux, toutes les forces identitaires d'opposition (Aralar, EA, PNB et Batzarre) réunies dans une même coalition dite « Nafarroa Bai ». Son assemblée générale s'est tenue le 13 janvier à Beluarte, le tout nouveau Palais des congrès inauguré dans la capitale navarraise. Uxue Barkos, la députée et prochaine candidate à la Mairie de Pampelune et Patxi Zabaleta, fondateur du parti de gauche Aralar, tête de liste à l'élection au Parlement, présidaient l'Assemblée générale. Etaient également représentés : le parti EA (Maiorga Raminez), le PNB (Jose Angel Agirrebengoa), Aralar (Bixente Jimenez) et le parti Batzarre (Jose Eceolaza).

La réunion très enrichissante a été marquée par le sérieux et la clarté des propos. Il en ressort le souci de mettre fin à la politique conservatrice très forte de celle du PP, parti populaire, auquel sont soumis Miguel Sanz et aussi Alli et de construire en Navarre une société plus juste, plus ouverte, plus sociale et plus euskaldun. La solution passe par l'écoute de la population, par la solidarité au sein de Nafarroa Bai et par l'alliance avec le parti Socialiste Navarrais (PSN). La tâche s'annonce rude, elle n'est pas impossible.



Euro-région basque

Jose Mari MUÑOA, délégué aux Affaires Extérieures du Gouvernement basque, grand artisan de l'euro-région basque nous confie ses attentes et son analyse de la situation politique actuelle.



(à gauche) Jose Mari Muñoa, le diplomate basque en discussion avec Adrien Zeller, président de l'Alsace et Juan Jose Ibarretxe, président d'Euskadi

Comment est née l'idée de l'euro région basque ?

Etant donné que nous nous trouvons à cheval sur une ancienne frontière, disparue depuis l'existence de l'Union Européenne, il était logique de penser à la création d'une Euro-région, d'autant plus que de part et d'autre de la Bidasoa nous constituons une même communauté naturelle basque. Les citoyens attendent de nos institutions que nous soyons capables d'unir nos efforts dans des domaines aussi variés que les infrastructures de transport, l'université, l'économie, les affaires sociales, la pêche, l'agriculture, l'euskara, la culture, l'environnement, et autrement dit tous les domaines car dans la vie de tous les jours les frontières ne doivent plus exister.

Vous êtes le fer de lance de la coopération transfrontalière. Quel bilan tirez-vous de plus de 10 ans d'efforts intenses ?

La coopération avec la Région Aquitaine a débuté en 1990 et depuis nous avons maintenu d'excellentes relations avec le Conseil régional. Les relations institutionnelles se sont développées et le Fonds Commun a appuyé près de 1000 projets ces dernières années. De même l'Euro-cité Donostia-BAB a suivi parallèlement son chemin. Mais nous avons pu constater de part et d'autre qu'un nouveau pas devait être franchi afin de répondre aux attentes des citoyens transfrontaliers et à leurs projets de vie quotidienne. Pour cela nous devons nous retrouver autour d'une table les institutions ayant des compétences dans tous ces domaines, c'est-à-dire le Gouvernement basque, la Diputación Foral de Gipuzkoa, la Région Aquitaine, le Département, le Conseil des Elus du Pays Basque et la Préfecture en représentation de l'état français. C'est la solution que je poursuis depuis près de 10 ans et j'espère que nous pourrons enfin aboutir sans trop tarder. A partir de là tout sera une question de volonté

politique pour aborder et surtout résoudre les projets intéressant la population de proximité de la frontière.

EAJ-PNB défend l'idée d'une institution spécifique au Pays basque nord. Ne faciliterait-elle pas les relations transfrontalières ?

Le modèle de coopération proposé répond justement à l'organisation politique de chacun de deux territoires. Les états français et espagnol ont adopté des modèles d'organisation territoriale sensiblement différents, le nôtre étant bien plus autonome. C'est justement pour cela que les institutions représentées autour de la table ne peuvent pas être les mêmes. A un modèle asymétrique doit répondre une table asymétrique. C'est de la pure logique. La présence de la Préfecture est compensée par celle du Lehendakari qui est le représentant ordinaire au plus haut niveau de l'état espagnol. L'important est que toutes les institutions ayant les compétences soient présentes.

A partir de là chacun doit être respectueux avec les affaires propres ou internes des autres. S'il n'existe pas ce minimum de loyauté et de confiance, le travail en commun devient impossible et nous ne pourrions pas prétendre répondre avec un minimum d'efficacité aux attentes des citoyens.

Evidemment cela n'empêche pas chacun de conserver ses idéaux politiques, quels qu'ils soient. En tant que membre d' EAJ-PNB je ne peux pas m'empêcher d'être abertzale; les représentants des autres formations auront les leurs. Cela est tout à fait logique et compatible avec la coopération que nous envisageons tous.

Le modèle irlandais peut-il servir de référence dans le cadre d'un processus de paix au Pays basque ?

Dans le monde entier il n'y a pas deux processus de paix qui soient identiques et cependant il y a toujours quelque chose à apprendre. Surtout il y a toujours des principes généraux qui sont applicables dans tout processus. L'ETA, après des conversations avec le Parti Socialiste d'Euskadi qui ont duré plus de 3 ans, vient d'assassiner 2 équatariens. Dans ces conditions, il est difficile de parler de dialogue. On en a presque la nausée. Et pourtant nous savons tous que la solution sera le fruit du dialogue. Nous savons tout aussi bien qu'aucune négociation politique ne pourra avoir lieu avec l'ETA, car elle n'a pas la moindre représentation démocratique. L'ETA ne représente aucun basque démocratique et j'ajoute même qu'aujourd'hui, de même que par le passé, l'ETA représente le plus grand obstacle pour le nationalisme démocratique basque.

L'ETA a dynamité le processus de paix en cours. Des erreurs ont été commises par tous, mais la responsabilité de l'attentat de Madrid et des 2 assassinats revient uniquement à l'ETA.

Néanmoins, depuis le Gouvernement Basque et le Parti National Basque, nous continuerons à travailler sans relâche, avec persévérance et obstination, pour la paix. Euskadi ne se résignera jamais à vivre dans la violence. Tous les bâtiments de nos institutions sont présidées par le slogan : « BAKEA BEHAR DUGU », nous avons besoin de la paix.

Nous l'obtiendrons. Nous pourrions alors aborder en profondeur les véritables sujets politiques que les nationalistes basques poursuivons depuis tant d'années.



Iparralde est un territoire triste, sans flamme

Le temps s'écoule très lentement en Iparralde, du sans doute à la beauté de notre territoire admiré par tant de visiteurs qui nous le décrivent si bien et nous rendent fiers. Mais sans doute aussi est-ce due à notre culture française qui centralise non seulement notre avenir mais aussi nos pensées. Le mot à la mode gouvernance est dans les mains du centralisme jacobin et nous ne participons qu'à des miettes de cette gouvernance. Nous ne sommes pas de vrais acteurs de notre avenir même si la participation des agents sociaux a été très importante dans la stratégie Pays Basque 2020.

Notre mentalité, comme habitants du Pays Basque Nord, privilégie le « il vaut mieux que d'autres agissent à notre place, car quelque chose bougera peut-être, même si je ne participe pas à ce mouvement en tant qu'acteur... ».

Il nous manque cet optimisme si vital qui est une valeur fondamentale pour faire avancer notre territoire. Sans maîtrise de notre avenir, nous ne pouvons définir les actions qui permettent cet optimisme.

La recherche d'un monde meilleur s'appuie sur un autre pilier fondamental, le rationalisme critique et la résolution des problèmes par la preuve. Le centralisme jacobin ne nous permet même pas d'exercer ce rationalisme critique, en tout cas pour notre Pays Basque bien aimé. D'autres régions européennes dont l'autonomie

est forte comme certaines régions allemandes, italiennes, finlandaises et sans chercher plus loin, Euskadi participent très largement à la définition de leur avenir. Les résultats en main, ils parviennent à susciter une participation des agents socio économiques beaucoup plus importante que nos agents et revoient de façon critique la manière dont les choses évoluent.

En définitive, ils sont plus optimistes, plus participatifs.

Iparralde n'est même pas reconnue comme une entité différentielle capable de maîtriser ses actions. La gouvernance et même les budgets financiers sont extérieurs à Iparralde.

L'Union Européenne a fixé des objectifs pour 2010 concernant la Connaissance et l'Innovation. Cela ne se produit pas en proclamant : nous sommes un territoire de la connaissance et de l'innovation. Cela suppose un travail de ces thèmes par une forte participation des entreprises avec le soutien de l'Administration proche. Cela ne s'improvise pas.

Nous savons qu'en Iparralde la plupart des entreprises moyennes ou grandes ont leur centre de décision hors de notre territoire. Elles ne ressentent pas ce besoin de confronter Iparralde comme centre de territoire de la connaissance et de l'innovation. Les petites et

moyennes entreprises à centre de décision local doivent produire l'effort d'agir dans la compétition, de s'unir pour faire avancer les entreprises dans le sens d'une coopération, même concurrente, pour faire avancer leurs secteurs. Certains nommeront cela des clusters ou pôles de compétitivité qui ont une philosophie bien différentes. Le mot clef est la coopération entre les différents acteurs professionnels, mêmes concurrents et l'administration publique dans le sens de soutenir, encourager, appuyer, aider à mettre en marche cette dynamique. Mais le protagoniste doit être l'entreprise et non l'Administration publique, comme c'est le cas dans notre territoire. C'est la seule manière de faire avancer notre territoire dans le sens de la connaissance et de l'innovation afin de maîtriser notre avenir. Il faut créer une dynamique plus poussée vers la formation, la création d'entreprises à base technologique, des centres de recherche et des centres techniques poussés vers le concret, vers le marché.

En définitive, un territoire plus positif maîtrisant son avenir.

Jean Pierre Ithurburde



Allez, on va faire des vœux, c'est la saison ! Je souhaite au Pays-Basque l'indépendance ! Avec bien sûr la paix et une population entièrement bascophone !

Ouf ! Ça fait du bien, une fois par an de se faire plaisir. Bon, si tout ça n'arrive pas dans les premiers jours de cette année, je veux bien patienter quelques semaines. Mais enfin, disons que, avant fin février, il faut que tout soit réalisé ou je me connais, je vais râler ! Et un basque de plus de mauvais humeur, ce n'est dans l'intérêt de personne au vu de la situation géopolitique de la planète aujourd'hui ! Alors le Bon Dieu, « Jaungoikoa », le Seigneur d'en Haut comme nous disons, a intérêt de me prendre comme Conseiller particulier pour cette nouvelle année qui commence. Mon programme sera le suivant : L'ETA se transforme en ONG et ira quêter à la

sortie des églises pour aider les pauvres de l'Equateur. Le premier ministre Zapatero fera enfin un geste en faveur du processus de paix : un bras d'honneur par exemple. Le (ou la) nouveau (nouvelle) Président(e) de la République Française s'inscrit à la Gau eskola de l'Euskal Etxea de Paris pour apprendre l'euskara et attribue au développement de cette langue le budget de la Défense Nationale dont la France éternelle n'aura plus besoin puisque désormais les Vascons n'auront plus de raisons d'attaquer les armées de la Patrie des Droits de l'Homme, comme encore il y a à peine 1229 ans, au col de Roland ! Ça fait déjà trois vœux et je ne sais pas à combien j'ai droit. Pour aller plus loin, il faudrait que j'embrasse un crapaud ou quelque chose comme ça, non ? L'ennui, c'est que je suis déjà marié, et je n'ai pas le droit de faire ce

genre de choses ; et puis aller trouver un crapaud en plein hiver au centre ville de Biarritz... ! Non, il y a des choses qui resteront toujours impossibles, il faut être réaliste ! Alors, je vais faire comme Churchill en 1940 et dire : « je vous promets du sang, des larmes, de la sueur (ou ce genre de trucs) et... la Victoire ! » La victoire de la Paix, de la Dignité, et de la Basquitude (linguistique). « Bakea, Duintasuna, eta Euskalduntasuna ». Tiens, ce serait joli ces trois mots au fronton de nos Herriko Etxeak, non ? Si vous avez de meilleurs vœux (que les miens) à faire, ne vous gênez pas ! Je suis preneur.



B. Castorène lors du premier lema eguna

Beñat Castorène : « Prenons nous en main ! »

Ce responsable de la coopérative Olaberria, à Ustaritz connaît bien le Pays basque sud. Nous l'interrogeons sur sa vision économique à partir de l'expérience d'Hegoalde.

Quel serait l'apport essentiel des cluster pour une entreprise comme la vôtre ?

Dialoguer avec les écoles et centre de formation technique pour définir ensemble les profils de formation de nos futures recrues. La qualité du personnel et l'adéquation de son bagage technique sont primordiaux pour faire face à la compétition internationale... Nos entreprises ont, à court terme, un problème crucial de renouvellement de techniciens à résoudre pour pouvoir espérer être capables des progrès technologiques indispensables à leur pérennité. Mettre au point en collaboration avec le cluster de la machine-outil le type de machine ou du moins d'option qui collent avec les besoins précis de la profession et qui nous permettent de nous équiper localement, autant que faire se peut.

Mutualiser, de manière plus générale, la recherche et le développement que nous avons du mal à mener de manière énergique et continue du fait de la faible dimension de nos structures. Nous sommes en permanence le « nez dans le guidon ». Or cette R et D est indispensable si nous ne voulons pas être définitivement dépassés par nos concurrents asiatiques qui souvent sont bien plus gros que nous, font des marges bien supérieures et sont donc capables de la

carrières industrielles.

Notre état d'esprit, beaucoup plus tourné vers des préoccupations d'ordre environnemental que vers les préoccupations d'ordre économique, rejoint étonnamment la conception touristique et résidentielle, séculaire et partisane, que se font les pouvoirs publics et politiques de l'avenir du Pays basque dans le strict cadre de l'hexagone.

L'offre d'enseignement technique et de formation professionnelle est peu diversifiée et, naturellement, spécialisée en fonction d'une logique et des besoins plus nationaux que locaux. En même temps, le peu qui a le mérite d'exister n'a que très peu de succès. En effet, chaque année, certains établissements d'enseignement technique ont du mal à remplir leurs classes.

Dynamisée par la présence de grosses entreprises du secteur aéronautique, la croissante zone industrielle du sud des Landes nous concurrence durement depuis des années, en matière d'implantation de nouvelles activités, et cela ira crescendo à cause du prix exorbitant du terrain chez nous. De surcroît, elle pille régulièrement les maigres ressources de personnel qualifié dont nous disposons.

Depuis quelques décennies, à l'intérieur de Pays basque, nous sommes entrés dans une espèce de cercle vicieux du sous développe-

Pouvez-vous nous décrire la démarche Hezkuntek ?

Après une période de réflexion dans un petit cercle de personnes, venant de l'ensemble du Pays basque, conscientes de la situation réelle d'Iparralde, l'association Hezkuntek a été créée, il y a trois ans, sur l'initiative de quelques industriels, de militants du monde culturel et de professeurs de l'enseignement technique. Elle a, justement, pour but de nous aider à rompre ce cercle vicieux, dont nous parlons, du sous-développement de l'industrie en Iparralde. Comment s'y prend-t-elle ?

Elle fait, surtout parmi les élèves des classes terminales, la promotion résolue de l'enseignement technique, en en soulignant l'importance pour un Pays comme le nôtre qui a besoin d'un secteur industriel dynamique, dans une économie équilibrée, pour donner du travail sur place à sa jeunesse bascophone s'il veut avoir quelques chances de pérenniser sa culture et sa langue en particulier.

Elle utilise le réseau de l'enseignement technique tant public que privé présent en Hegoalde. Nous orientons les étudiants vers les établissements qui correspondent à leurs souhaits. Nous les aidons en prenant en charge, une bonne partie, des frais de scolarité et d'hébergement. Chaque année les nouvelles promotions sont de l'ordre de la demi-douzaine.

Cette orientation s'est faite, naturellement, pour plusieurs raisons aussi évidentes que pragmatiques, à savoir: qualité et diversité des formations proposées, utilisation croissante de l'euskara comme langue d'étude, valorisation du travail, de l'entreprise industrielle et de l'esprit d'initiative économique, possibilité, enfin, d'établir des liens de travail et d'amitié avec leurs condisciples d'Hegoalde, de même que des relations avec les entreprises du Sud au cours du traditionnel stage de fin d'étude, tous ces liens étant primordiaux pour catalyser les échanges commerciaux et les rapprochements entre les nouvelles entreprises du nord et du Sud dont ces étudiants devraient être les instigateurs.

Il faut reconnaître, humblement, que sans le soutien moral et financier des associations d'élus, de banques et, surtout, de l'administration et du gouvernement basque, ainsi que la collaboration dévouée et l'enthousiasme communicatif de certains collaborateurs de l'enseignement technique d'Ikaskan et d'Hetel, tout ce travail aurait été totalement impossible.

Il nous faudrait dans l'avenir intéresser davantage d'entreprises d'Iparralde à notre association et la coordonner à des projets concrets de développements industriels du Pays basque intérieur pour renverser progressivement la tendance actuelle au dépérissement.



Les locaux d'Olaberria

mener en interne, à titre personnel.

Susciter des synergies techniques et commerciales en vue de conquérir davantage de marchés à l'exportation.

Comment percevez-vous l'avenir industriel en Pays basque Nord ?

La mutation récente de la composition sociologique de notre population, autrefois rurale, devenue essentiellement tertiaire, maintenant regroupée dans un pôle urbain à vocation essentiellement administrative et tertiaire non industrielle, engendre massivement méconnaissance et désaffection pour l'industrie et les

ment industriel.

L'avenir industriel du Pays basque nord me semblerait donc gravement et durablement compromis, si nous ne réagissons pas énergiquement et profondément.

La globalisation en marche semble engendrer de nouvelles données objectives et subjectives qui pourraient être mises à profit si nous avions l'intelligence d'arrêter de rêver pour nous mettre enfin sérieusement au travail et ainsi prendre les choses en main.



Euskararen geroa orainean irabaziz

Miren Azkarate Villar

Eusko Jaurilaritzaren Kultura sailburua



Egungo Euskal Herrian eta agian oro har Europako gizartean, "historikoa" adjektiboaren indarra, horrenbeste erabiltzeagatik, ahitzen ari garela uste dut. Horren ondorioz, maiz, historikoa den zer edo zer gertatzen denean honen garrantziaz ez gara behar den moduan jabetzen. Agian, horrelako batean gaude Eusko Jaurilaritzak eta Ipar Euskal Herrian euskararen gaineko erantzukizuna duten herri aginte guziek euskararen geroa elkarlanean jorratzea, gure hizkuntzari Ipar Euskal Herrian etorkizuna irabaztea xede duen hitzarmena erdietsi dugun honetan. Historikoa baita, Ipar Euskal Herrian euskararen geroa ziurtatze aldera, auzolanean, elkarlana eta diruarekin, euskararen alorra jorratzeari ekitea.

Ipar Euskal Herrian euskara biziberritzea helburu duen mugaz gaindiko hitzarmen honek Eusko Jaurilaritza eta Ipar Euskal Herriko Euskararen Erakunde Publikoa lotu ditu; azken hau Ipar Euskal Herrian hizkuntza politikarako gaietarako erakundea dugu, Frantses Estatuak, Akitania Eskualdeko Kontseiluak, Pirinio Atlantikoetako Kontseilu Orokorrak, Baiona-Angelu-Miarritze Elkargoak, Euskal Herriko Hautetsien Kontseiluak eta Euskal Kulturaren Aldeko Herrien Arteko Elkargoak osatua.

Hitzarmenak 2007. urtetik 2010 urte bitartean izango du indarraldia, ondoren, alde biek horrela erabakiko balute hitzarmena berritzeko/luzatzeko modua egingo da. Hitzarmenak Baionako Protokoloa ordezkatzen eta garatzen du, hura maila txikiagokoa zen eta 2003 irailaren 3an izenpetu genuen Jaurilaritzak eta EEPren aurrekari izan zen Obragintza Publikoko lurralde egiturak.

Orain erdietsi dugun hitzarmenak Eusko Jaurilaritza eta herri-agintaritzak biltzen dituen Euskararen Erakunde Publikoa lotzen ditu eta hizkuntza politikarako ardura duten euskararen eremuko bi herri-erakundeen arteko mugaz gaindiko lankidetzak ahalbideratuko du, Ipar Euskal Herrian euskararen geroa ziurtatze aldera eta helburu horretarako elkarlana eta finantziarioa jarriko dugu.

Hitzarmenean alderdi biek, Eusko Jaurilaritzak eta Ipar Euskal Herriko euskara alorreko herri-agintariek adierazten dugu hizkuntza politikaren arloan garatuko den elkarlana, mugaz bi aldeetako ezaugarri juridikoak kontuan izanda garatuko dugula eta horrekin batera, euskara sustatzeko politika garatzeko tresna izatea nahi dugula aitortzen dugu sinatzaileek. Euskal Herri

osoan eta beraz Euskadin eta Ipar Euskal Herrian hizkuntza komuna delako euskararen praktika garatzeko eta atxikitzeko nahia baieztatzen dugu alderdiek, beti ere bakoitzaren berezitasunak errespetatuz. Gure eskumenen esparruan, bakoitzaren gizarteko errealitate politiko eta sozialak gero eta hobeto ezagutarazi eta elkarren arteko adiskidetasuna garatu nahi ditugula adierazten dugu. Halaber, alderdi biek aitortzen dugu beharrezkoa dela elkarren arteko harremana indartzea jadanik abian ditugun edo aurrerantzean izan ditzakegun ekimenak bermatzeko eta bien intereseko lankidetzak garatzeko. Azkenik, alderdi biek, mugaz bi aldeetako partaidetza bat azkartzeko borondatea eta euskararen arloan hizkuntza politika hitzartu baten egituratzea berresten dugu.

Horrela, auzolanean, oraina jorratuz euskara biziberritzeari ekin diogu Ipar Euskal Herrian, jakinda beti ere geroa orainean irabazten dela, Axular handiak idatzi zuen moduan : *ez gaitezela, beraz, gu ere gerokan fida : joanak joan, etorkizuna etorkizun oraina da gure, eta ez bertze !* "



XORROTX

Encore la Justice espagnole : les poursuites contre les responsables du Parti Socialiste d'Euskadi accusés d'avoir rencontré les représentants de Batasuna (interdit au Sud) ont été classées sans suite par les juges et maintenues contre le Lehendakari Ibarretxe qui avait fait de même ! (Quand on vous dit qu'il ne fait pas bon être Basque au Pays-Basque.) Naître Basque relève du hasard, vouloir l'être relève de l'héroïsme. Le martyr vous est tout de suite proposé. Ce ne sont pas que des mots. Et même quand ce ne sont que des mots, la Justicia española vous le fait payer au prix fort. Exemple : le prisonnier ETarra De Juana (et Dieu sait si on condamne fermement les actions de l'ETA à EAJ-PNB) cet être humain a été condamné à la prison pour participation à une organisation terroriste. Cela est normal et juste. Ce qui ne l'est plus du tout, c'est on lui rajoute 13 ans (30 en première instance !) alors qu'il est libérable, pour deux articles écrits dans un journal ! Et comme il fait la grève de la faim pour protester, on le nourrit de force ! C'est de la justice à la Mao-Tsé Toung. La différence, c'est que dans la Chine de la « Révolution Culturelle », le grand Timonier laissaient mourir de faim des millions de paysans et ne forçait pas les dissidents à manger. Sinon, question lourdeurs de peine iniques, les Basques d'Espagne n'ont rien à envier aux Tibétains de Chine.



© Sabino Arana fundazioa - Euskal artxibategia

Le Gouvernement basque (Euzko Jaurlaritza) en 1936

La guerre civile en Pays Basque Sud (1936-1937)

Jean-Claude LARRONDE

Le gouvernement basque (7 octobre 1936 – 19 juin 1937) (I)

Le gouvernement autonome basque, après l'élection de José Antonio Aguirre (voir Lema n°102 – mai 2006), va avoir une période de vie effective d'à peine plus de 8 mois.

Cette période se subdivise en deux sous-périodes : une période de 6 mois d'octobre 1936 à fin mars 1937 correspondant à une période de relative accalmie militaire et de stabilisation des fronts et une seconde période de 2 mois et 20 jours du 31 mars au 19 juin 1937 correspondant à la grande offensive militaire franquiste et se terminant par la chute de Bilbao.

La composition du gouvernement

Dans la composition du gouvernement, le fait notable et nouveau était l'incontestable hégémonie du PNV.

En effet, le PNV se taillait la part du lion en détenant outre la présidence, quatre portefeuilles : Présidence et Défense : José Antonio de Aguirre

Justice et Culture : Jesús María de Leizaola

Finances : Heliodoro de la Torre

Intérieur : Telesforo de Monzón.

Le PNV disposait ainsi des pouvoirs les plus importants dans la situation critique que vivait le Pays Basque ; il contrôlait l'organisation et la direction de la guerre (Défense), le maintien de l'ordre public et social (intérieur et Justice), le financement de la guerre et de toute l'activité gouvernementale (Finances), ainsi que l'enseignement (Culture).

Le PSOE avec ses trois portefeuilles, contrôlait tout le domaine du travail et des relations sociales, mais sans pouvoir pour autant intervenir dans la direction de la guerre.

Industrie : Santiago Aznar

Travail, Prévisions et Communications : Juan de Los Toyos

Assistance Sociale : Juan Gracia.

Les autres partis du Front Populaire – à l'influence électorale beaucoup plus faible – avaient une représentation moindre ; cependant, le fait qu'ils avaient tous un poste ministériel faisait de ce gouvernement, un véritable gouvernement d'Union Nationale.

Santé : Alfredo de Espinosa (Union Républicaine)

Commerce et Ravitaillement : Ramón María de Aldasoro (Gauche Républicaine)

Travaux Publics : Juan de Astigarrabia (Parti Communiste)

Agriculture : Gonzalo Nardiz (ANV)

La position des anarchistes

Seuls parmi les antifascistes, les anarchistes (peu nombreux en Euskadi) ne faisait pas partie du gouvernement. Aguirre avait proposé l'entrée au gouvernement de la FAI (parti politique) mais non celle de la CNT (syndicat) puisque les autres syndicats basques UGT et ELA-STV ne faisaient pas partie du gouvernement et s'estimaient représentés respectivement par le PSOE et le PNV. Les anarchistes décident, à la formation du gouvernement basque, de lui laisser un laps de temps de 2 mois sans lui faire la moindre critique ; ce n'est qu'en mars 1937 que les relations avec les anarchistes se dégradent ; en avril 1937, prétextant des divergences politiques, deux bataillons anarchistes abandonnent le combat en pleine bataille, dans les Intxortas.

Les tâches du gouvernement

Les nécessités de la guerre contre les franquistes entraîneront des situations particulières : très rapidement, le gouvernement basque sera amené à exercer plus de pouvoirs et de compétences que ne le prévoyaient les articles du Statut d'Autonomie. On peut ainsi parler de semi-indépendance, en particulier dans les domaines de l'armée, de la monnaie et des relations extérieures.

Pour définir ce gouvernement, un mot s'impose, celui de démocratie. Ce mot revient trois fois dans la définition que donne de son gouvernement, José Antonio de Aguirre : « Un christianisme démocratique, un libéralisme fondé sur les principes démocratiques et finalement un socialisme humaniste et donc fidèle aux principes de la démocratie. »

Ce gouvernement eut tout d'abord à affronter des problèmes civils. Dans ce domaine, le maintien de l'ordre public et des libertés religieuses fut sa grande affaire. Le Pays Basque apparut comme un oasis catholique et d'ordre. La vie religieuse se déroule en Bizkaye en toute normalité ; il faut noter que le clergé basque était un clergé proche du peuple tandis qu'en Espagne, le clergé s'identifiait trop souvent aux classes dominantes.

Par ailleurs, l'absence de révolution sociale et le respect de la propriété privée sont à souligner, de même que le pluralisme politique (pas moins de 16 quotidiens existent à Bilbao en 1936-1937).

Furent créés un Corps d'Ordre Public de 450 hommes, une police militaire de 535 hommes (Ertzaña) et une police motorisée de 1000 hommes (Ertzaña Igiletua).

On dut lutter contre l'espionnage : quelques espions furent exécutés parmi lesquels le consul d'Autriche-Hongrie, Wakoning en novembre 1936.



Livre

La France est sans doute un des pays ayant le mode de fonctionnement politique, géographique, énergétique (le poids du lobby nucléaire) ou humain le plus centralisé de la planète. A l'aube d'élections si importantes pour l'avenir du pays, n'est-il pas temps d'aller « au cœur du sujet », et de décrypter les tenants et les aboutissants, les atouts et les problèmes de cette « machine France » perçue comme une entité indivisible ? Quels en sont les impacts sur la vie quotidienne des gens, l'aménagement du territoire, les processus de décision, le lien social ; les relations dans l'entreprise ? Surtout, est-il possible de faire autrement, de renverser certains paradigmes, de porter un nouveau projet territorial et humain ?

Loin d'être une simple critique permettant de comprendre un système politique fonctionnant de façon globale, le livre de Jean Ollivro apporte des préconisations concrètes et un message optimiste qui ouvre les voies d'un changement nécessaire pour renforcer le fonctionnement démocratique de la France. Il est possible de faire autrement. Il est urgent de faire autrement. Au-delà d'une appartenance à un courant politique déterminé, l'ouvrage apporte des éléments objectifs et des clés essentielles pour refondre le projet économique, social et humain de la France. Il met sur la place différents constats et différentes idées pour relancer une France « en panne d'idées » sur un nouveau projet de société.

L'auteur : Jean Ollivro
Grand Prix des écrivains de l'Ouest en 2003, Jean Ollivro est professeur de géographie à l'université de Haute Bretagne (Rennes II). Il enseigne également à l'Institut d'Études Politiques de Rennes et est l'auteur de six ouvrages concernant le temps, la vitesse, la Bretagne et l'aménagement des territoires, dont Bretagne 2000 (PUR, 2000), La Bretagne des paradoxes (Apogée, 2005), Les bouleversements du monde (Apogée, 2006).

Il a également participé à 14 ouvrages collectifs et à la rédaction de 61 articles dans des encyclopédies (Universalis), revues internationales, nationales ou régionales.





Surfrider, les gardiens du littoral



Gilles Asenjo avec Tom Curren

Gilles Asenjo, président de Surfrider Foundation expose la maturation d'une association qui pense globalement et agit localement

Les combats écologique et abertzale ont en commun la défense de la diversité. Le Pays basque a-t-il pour autant une conscience écologique plus développée qu'ailleurs ?

Non je ne le crois pas. Au Pays basque comme ailleurs, les gens ont besoin d'information. Quand on découvre les problèmes, il est possible ensuite de réagir. Nous avons confiance en eux, même s'il sera impossible d'éviter absolument tout comportement irresponsable. En ce qui nous concerne, la première étape est d'informer, de sensibiliser, d'assurer l'éducation auprès des enfants.

Ressentez-vous vraiment un intérêt grandissant des jeunes pour la protection du littoral ?

Nous avons entre 3000 et 4000 adhérents au niveau européen. Ils ne sont pas forcément très jeunes. Dans notre zone d'influence, les jeunes sont plus réceptifs. Mais ils ne sont pas pour autant plus militants que d'autres même si notre équipe de travail est essentiellement composée de jeunes.

Y a-t-il une réelle prise de conscience politique du problème de la protection du littoral ou est-ce un effet de mode ?

Nous existons depuis 1990. Le comportement des responsables politiques a beaucoup évolué. Au départ, le discours habituel consistait à nier toute pollution ou à en réduire l'importance. A Bayonne, 65% des déchets étaient déversés dans l'Adour. Ensuite, face à l'évidence grandissante, le discours se situait sur le coût exorbitant nécessaire pour résorber la pollution. Aujourd'hui, la plupart des responsables politiques ont pris conscience de la gravité du problème. Bien souvent, nous travaillons les dossiers en commun. L'écologie est aujourd'hui une plus value électorale indéniable. Néanmoins le temps d'un projet environnemental n'est pas compatible avec celui d'un mandat. Les investissements n'ont qu'un effet dans le temps. Il est frustrant pour des élus d'investir dans une station d'épuration et les premières années de ne constater aucune amélioration

des analyses. La crainte est de voir le concurrent profiter demain du travail effectué aujourd'hui. Le lit des cours d'eau ne suit pas non plus les limites communales. Si par exemple en amont, dans les zones rurales, l'eau est polluée, ce sont les communes côtières qui au final en pâtiront. Un maire peut être soucieux de l'environnement et ne pas être en mesure de le démontrer auprès de ses administrés. Nous restons vigilants. Aujourd'hui, nous gardons notre rôle d'aiguillon tout en apportant du conseil. Le sérieux de notre travail est reconnu grâce à nos ingénieurs en biologie et la collecte de témoignages que nous apportons.

Quel est votre travail auprès des scolaires ?

Nous avons obtenu l'agrément d'Education populaire. Nous diffusons des guides intégrés aux programmes des classes primaires. Le livret nécessite un accompagnement, une mallette pédagogique a été créée. Nous sommes en train de la numériser. Par ailleurs, nos éducateurs interviennent jusqu'à l'université.

Eu égard à la spécificité des problèmes écologiques liés aux types de territoire, à la géographie, au climat, n'est-il pas indispensable de donner aux collectivités territoriales des compétences fortes en matière environnementale dans un cadre général ambitieux ?

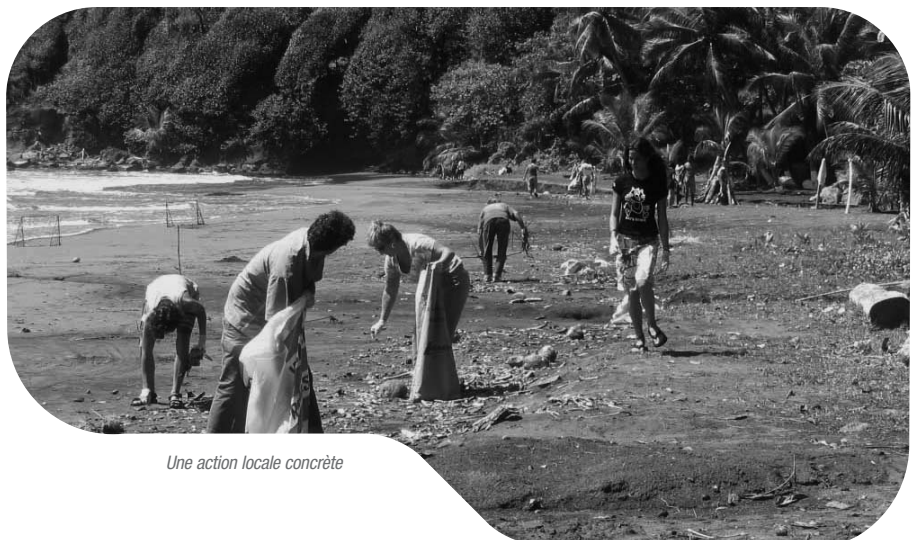
Sans aucun doute. Mais dans le cadre du littoral, les différentes marées noires, l'Erika ou le Prestige ont mis en évidence une carence dans la crédibilité des informations souvent contradictoires en fonction de l'interlocuteur interrogé.

Nous disons halte à la cacophonie. Nous avons besoin d'un Observatoire du Littoral, un organisme indépendant expert qui guide l'action à mener quand une catastrophe intervient. Nous serions associés à ce gestionnaire de crise dans le cadre de nos compétences. Sinon, les gens sont perdus et ne savent plus qui croire. Au-delà, nous avons besoin de cet organisme pour informer clairement les gens sur les répercussions de telle pollution sur leur santé ou celle de leurs enfants.

A l'exemple du modèle américain, nous devrions avoir des garde côtes européens qui surveillent tout le littoral atlantique et soient intraitables à l'égard des bateaux poubelle.

Sommes-nous loin d'un plan global de développement durable comme en Communauté Autonome basque ?

Nous n'avons pas encore de planification générale, mais les choses avancent ici aussi. Nous souhaitons étendre nos analyses bactériologiques en dehors de la seule période de juin à septembre, dans d'autres endroits que ceux qui concernent les surfers. Dans le cadre du Défi 64 impulsé par le Conseil Général, un protocole d'analyses aura lieu tout au long de l'année. Les analyses effectuées dans nos laboratoires seront désormais pris en charge par le Conseil Général. Ce relais vers les pouvoirs publics est très positif. Nous souhaitons désormais faire connaître cette expérience et la transférer ailleurs, comme à Marseille.



Une action locale concrète



Nuria Lopez de Guereñu, l'énergique
ministre des Transports du Gouvernement
basque

Lema mintza : Les voies de communi- cation au Pays basque

Les projets de nouvelles infrastructures ont suscité des débats très vifs et passionnés, ces derniers temps : transnavarraise, Ligne Grande Vitesse, complémentarité entre les aéroports de Biarritz et d'Hondarribia, élargissement de l'A63.

Les projets de nouvelles infrastructures ont suscité des débats très vifs et passionnés, ces derniers temps : transnavarraise, Ligne Grande Vitesse, complémentarité entre les aéroports de Biarritz et d'Hondarribia, élargissement de l'A63.

Ce type de projet met à l'épreuve l'esprit citoyen face à l'intérêt individuel. Il n'est jamais facile de prendre en compte l'intérêt de la collectivité lorsque sa maison, sa propriété, ses terres sont directement menacées par un projet dont les enjeux lointains ne sont pas toujours facilement perceptibles. Rien d'étonnant qu'au Pays basque où la propriété familiale est particulièrement sensible et l'esprit citoyen en recul, les différents projets proposés aient rencontré une telle résistance. Le paroxysme de la contestation a été atteint en Basse Navarre, le 30 décembre dernier, lorsqu'à l'appel du collectif Leia, près de 5000 personnes ont manifesté dans les rues de St Palais. Nous aurons l'occasion de donner prochainement notre analyse sur cette question.

Face à un tel potentiel d'opposition, les projets d'infrastructures requièrent un effort de pédagogie et de prise en compte des besoins individuels pour une véritable rencontre et un dialogue fructueux entre les pouvoirs publics et la population. Sur des projets aussi lourds où les problèmes techniques sont nombreux, la capacité d'expertise de l'administration doit être irréprochable, sinon c'est la voie ouverte à la suspicion et à la méfiance. Les autorités chargées

du dossier doivent bénéficier d'une équipe technique conséquente. Est-ce le cas du Conseil Général des Pyrénées Atlantiques sur le dossier de la transnavarraise ? Le Gouvernement de Navarre, communauté autonome d'Espagne est sans doute mieux structuré pour faire face à cette difficulté.

L'échange et le dialogue en la matière sont indispensables. Notre mensuel organise une matinée de débat pour réfléchir à l'échelle du Pays basque et comprendre les enjeux d'une meilleure connexion de notre territoire au continent européen. Loin de toute polémique, l'intérêt est de comprendre et de contribuer à revaloriser la citoyenneté.



Jean René Etxegaray mène la réflexion
sur les infrastructures dans le cadre de
"Pays basque 2020"

© Mairie de Bayonne

Lema mintza

**le 10 février 2007,
à Bayonne, à la Maison des associations,
salle Darizcuren Verchere**

Un Pays basque ouvert :
les nouvelles infrastructures

9h30 Accueil

**10h00 Réfléchir à l'échelle du
Pays basque**

avec Jean René ETCHEGARAY, président
de l'atelier "Infrastructures et
Déplacements à « Pays basque 2020 »

10h30 Débat

**11h00 Pourquoi une Ligne
Grande Vitesse
transeuropéenne ?**

Nuria LOPEZ DE GUEREÑU, ministre des
Transports et des Infrastructures Publiques
du Gouvernement basque

11h30 Débat

12h00 Clôture de la matinée

Soirée repas-cidrerie

Le cidre coulera à flot, les txulettes seront au rendez-vous et le patxaran déliera les cordes vocales ...
Une bonne façon de commencer l'année, en semble au batzoki de Donibane Lohitzun.

S'inscrire au plus vite au : 05.59.46.15.34 avant le 29 janvier

Batzoki de Donibane - 6, rue Augustin Chaho (derrière les halles)



Comment êtes-vous devenu abertzale?

Je crois que la première étincelle eut lieu en juillet 1960 à Espelette. C'était une réunion d'étudiants basques en été. Des aînés étaient là : Michel Labeguerie, Michel Burucoa, Ximun Haran, Jokin Inchausti, les frères Onaindia, etc. A la fin du repas, Labeguerie a pris la parole et a lancé des paroles de feu décrivant combien les étudiants, de par le monde, dans beaucoup de pays, par leur engagement politique étaient en train de changer le destin de leur peuple ou de leur pays.

Puis il a évoqué les figures de Sabino Arana et J.A. Aguirre et a demandé aux étudiants basques de s'engager pour leur pays. J'étais assez bouleversé. Je venais de passer un an à Paris et j'étais venu à cette réunion dans l'intention de connaître d'autres étudiants basques, car à Paris je ne connaissais personne du Pays Basque, sauf ma logeuse qui était de Louhoussoa.

Et c'est ainsi qu'à la fin de l'été, je suis reparti à mes études d'ingénieur électronicien avec de nouvelles idées et des noms et adresses qui me serviraient lors des années suivantes.

Ma mère m'envoyait "Herria" et lorsque je recevais Enbata (d'abord avec un "m"), c'était pour moi une fête. Je communiais pleinement aux idées qui y étaient exprimées et c'est ainsi que j'ai appris ce qu'était le Zazpiak Bat, Euskadi, ce qu'avait été la guerre de 1936, les raisons pour lesquelles beaucoup de jeunes Basques de mon âge émigraient, quelles étaient les difficultés de développement du Pays Basque Nord et déjà on sentait que la langue était en train de se perdre. Ximun Haran faisait une recompilation des chants basques.

J'avais eu le chamoine Lafitte comme professeur de littérature et j'avais beaucoup aimé sa liberté d'esprit. Grâce à lui j'adorais la littérature bien qu'étant destiné à des études scientifiques. Et là, dans Enbata, numéro après numéro, il nous a fait un cours de littérature basque. Il en était de même d'Eugène Goyenetché pour l'Histoire : les cromlechs, Roncevaux, la Navarre, Matalas, les frères Garat, Chaho, etc... dont je n'avais jamais entendu parler. Et puis petit à petit ont émergé Jacky Abeberry, le plus politique de tous et le sage Jean-Louis Davant, précurseur des articles d'économie. Grâce à Abeberry, par ses articles, j'ai appris ce qu'était l'Aberri Eguna, la figure inoubliable de J.A. Aguirre et qu'une nouvelle jeunesse allait reprendre le flambeau de l'abertzalisme en

Ramuntxo Camblong, le romantisme abertzale ancré dans la réalité

Hegoalde et qu'il fallait nous organiser et communiquer. J'ai eu la chance de participer le 15 avril 1963 au premier Aberri Eguna public d'Iparralde à Itxassou (une date que je n'ai jamais oubliée) et j'y ai revu Monzón que j'avais connu lors d'une pièce de théâtre à Hélette. Les orateurs du matin furent Haran, Abeberry et Davant et ceux de l'après repas Labeguerie et Monzón. Tout me parut magnifique, clair et évident. Notre pays Euskal Herria s'émanciperait et retrouverait l'unité dans l'Europe des Peuples. Les chants de Labeguerie étaient sur toutes les lèvres. "Gu gira Euskadiko..."

Mais il fallait aussi vivre. Était-il possible de revenir au Pays Basque Nord après des études d'électronique? Ce n'était pas évident.

Et j'ai connu Pierre Charritton qui m'apparut comme un prophète pragmatique. Directeur des Ecoles techniques et agricoles d'Hasparren, il s'était engagé avec la foi d'un pionnier dans la réalisation de ces deux objectifs. Hasparren abritait beaucoup de jeunes qui y croyaient. Il connaissait l'école professionnelle de Mondragón. Les premiers réfugiés du Sud aussi étaient là. Pendant les vacances (surtout l'été), on allait vendre Enbata à la sortie des églises dans les villages. Il me semble que beaucoup n'y comprenaient rien, d'autres étaient carrément hostiles et les injures pleuvaient "Españolak, Enbata zikina" et des fois des crachats!! La nuit, on peignait les murs de ponts ou des hangars près de la route "4+3=1, 7=1".

"Où allez-vous? Peindre les murs du pays Basque" nous disait la mère d'un ami en nous voyant nous rassembler à la tombée de la nuit (comme les contrebandiers). Il nous est arrivé au petit matin de voir le regard ahuri d'un habitant ouvrant ses volets et découvrant nos slogans sur le mur d'en face, là où la veille, il n'y avait rien. C'étaient les premières actions des militants d'Enbata dans les années 60. Et vinrent les premiers interrogatoires des Renseignements Généraux. Nous avons aussi organisé un stage de formation sur l'Histoire, l'économie, la politique, le fédéralisme du Pays Basque. Et des amitiés durables s'y sont forgées.

Les premiers réfugiés eurent un impact énorme sur nous, ignorant complètement la situation en Pays Basque Sud : Txillardegi, Madariaga, Benito del Valle, mais aussi Eskubi, Bilbao, déjà formés et informés des mouvements de libération dans le monde. EAJ-PNB, c'était l'histoire pas le présent. C'étaient les années de la découverte. Très vite, arriveraient les premiers drames : expulsion des réfugiés hors du Pays Basque, protestations, arrestations au Sud... Il y avait un fameux procès que Janik Aramendy décrivit magistralement: "Hemen Euskadi" devant un Tribunal complètement désarçonné par les interventions de beaucoup de prêtres, le juge confondant le latin avec l'euskara, bien sûr langue exclue du Tribunal, de maires ou d'autres personnalités du Pays Basque qui apportaient leur témoignage simple et vrai. Ce serait le premier d'une longue série, puisque 45 ans plus tard ça continue encore. Il aurait beaucoup d'impact sur la population.

Et puis bien sûr il y eut les élections de 1962. Etant étudiant à Paris, je n'en ai recueilli que des échos, sauf en 1967 et 1968 où j'étais présent. 1962, c'était la victoire triomphale de Labeguerie (Un nationaliste basque à la chambre des députés, titre Europe 1). Mais lui voulait faire une carrière politique au service du pays

(comme Errecart) alors que nous attendions un leader conforme à notre idéal romantique et ce sera la cassure. Il reprendra le chant avec des morceaux magnifiques "Nafarroa", "Parisen eta Madrilén" et beaucoup de poésie ("Xorier mintzo zen") et assistera avec Etienne Sallaberry (notre meilleur politique a dit Jean-Louis Davant) à l'installation du Parlement Basque à Gernika.

Pourquoi aviez-vous rejoint EA lors de son implantation en Pays basque nord ?

J'ai rejoint EA en 1987 pour plusieurs raisons. D'une part, je pense depuis les années 70 où j'ai mieux connu le Pays basque à mon retour de Paris que s'il doit y avoir une nation basque, une identité basque vivante dans le monde, ça ne peut se faire que sur l'ensemble du Pays basque (Nord et Sud avec Euskadi et la Navarre). Ensuite beaucoup d'amis que je connaissais ont rejoint EA au moment de la scission Pierre Xarritton, Michel et Ines Larroulet, Jean Claude et Isabelle Laronde, Edurne Epalza et beaucoup d'autres. Ils m'ont demandé de les rejoindre. Garaikoetxea représentant la modernité, il voulait faire d'Euskadi un pays avec une administration plus rationnelle (en apparence) en fait plus centralisée. J'ai mis du temps à comprendre les avantages du fédéralisme interne des territoires d'Euskadi et l'attachement des habitants, chacun à l'institution de leur province (la Diputación et les mairies). Nous étions quand même de culture politique « française » comme le sont les mouvements politiques actuels d'Iparralde. A force de fréquenter Hegoalde, j'ai compris la culture politique qui y existait et qui est directement issue des institutions que les Basques se sont donnés du 14ème au 19ème siècle. Evidemment cela a beaucoup évolué mais il reste un esprit, une culture politique basque, hélas en grande partie perdue en Iparralde, soumis à la culture jacobine française et au combat droite/gauche permanent. Nous n'étions pas très bien informés de ce qui se passait au Sud et puis surtout je travaillais beaucoup à Copelec puis comme Président de l'UR SCOP et à ce titre il fallait être présent à la Confédération des SCOP à Paris (au bureau) une fois par mois et aussi au Comité Economique et Social d'Aquitaine. Ceci a duré de 85 à 95. Je me rappelle qu'en 1992 lors d'une réunion sur les infrastructures, j'avais présenté un amendement en séance plénière demandant qu'il y ait une connexion entre le TGV Aquitaine (qui apparaissait pour la première fois) et le projet de l'Y basque qui venait d'être présenté. Personne n'était au courant (moi, je lisais quand même la presse du Sud de temps en temps, surtout Deia). Ce fut adopté à l'unanimité à ma grande satisfaction en 1992 !!! Je me rappelle des félicitations de Forgues (Port de Bayonne), de Barthaburu (Tourisme) et autres d'Iparralde pour cette initiative bien reçue par des esprits qui commençaient à regarder au delà des limites de l'Hexagone.

A suivre...



Imprimé sur papier recyclé



Euzko Alderdi Jeltzalea - Parti Nationaliste Basque

RENSEIGNEMENT ET ABONNEMENT

25 rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34 - fax 05 59 59 54 84

e-mail : lema@eaj-pnb.com - site : <http://www.eaj-pnb.com>

Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

Abonnement annuel 15 euros